

Kanaky : Appel à la marche unitaire du samedi 10 mai

La Tendance CLAIRE soutient et appelle à cette marche de solidarité avec la lutte du peuple Kanak contre l'État français colonial



Format pdf

Le 10 mai 2025, nous marcherons. Nous marcherons pour ne pas oublier. Nous marcherons pour rappeler au monde que le sang versé sur la terre de Kanaky ne disparaîtra jamais sous les discours officiels ni les lois d'amnistie. Nous marcherons pour rendre hommage et honorer nos morts, nos enfants tombés sur le champ de la liberté.

Le 5 mai 1988, à Ouvéa, l'assaut du GIGN a été donné. Officiellement pour libérer des otages. Mais ce jour-là, ce sont dix-neuf Kanak qui ont été tués, certains blessés, achevés d'une balle dans la tête. Parmi eux, des frères, des pères... délibérément exécutés, qui laissent derrière eux des familles et des orphelins meurtris. Les constats médico-légaux sont accablants : douze Kanak tués d'un "coup de grâce", douze balles pour 12 têtes après avoir été blessés. Des actes froidement prémedités, couverts par une chaîne de commandement jamais inquiétée par la justice. L'État colonial parla de riposte. Un général dit : « Il n'y avait pas d'alternative » et ce malgré un rapport militaire qui parla d'« actes individuels inexcusables » et de faits « contraires à l'honneur militaire » ! Mais ce n'était pas un champ de bataille. C'était une opération coloniale punitive, un massacre. Et comme toujours dans l'histoire coloniale de la France, la répression est maquillée en opération de maintien de l'ordre. Comme ce fut le cas lors de la guerre d'Algérie. L'honneur est attribué aux bourreaux, le silence aux victimes. Puis viendra l'amnistie, pour tourner la page sans lire ce qui y est écrit. C'est cela, l'héritage colonial : un système qui impose, écrase, pardonne à ses bourreaux... et oublie les victimes. Un système qui se proclame « pays de la déclaration des droits de l'homme », tout en continuant d'opprimer un peuple colonisé. Mais nous n'oublierons pas. Nous n'oublierons pas la violence coloniale. Nous n'oublierons pas les corps sans justice, ni les familles sans vérité. Nous n'oublierons pas que, derrière les accords dits de paix, il y a eu le sang, le silence et l'impunité.

Le 13 mai 2024, notre jeunesse s'est levée.

Face à un projet de loi visant à élargir le corps électoral en Kanaky, elle a dit NON. NON à la recolonisation déguisée. NON à l'effacement progressif du peuple kanak sur sa propre terre. "Car la lutte de l'homme contre le pouvoir est la lutte de la mémoire contre l'oubli". Cette révolte, c'est l'écho des luttes passées qui crie toujours Liberté aujourd'hui. C'était la preuve, une fois de plus, que Kanaky n'a jamais cessé de résister et qu'elle vous continuera jusqu'à l'indépendance ! Avant le 13 mai, il y avait eu de magnifiques manifestations dans les rues de Nouméa. Elles étaient puissantes, pacifiques et dignes. Toutes les communautés de Kanaky étaient là, côté à côté, comme un seul peuple kanak ! Elles ont rassemblé les anciens et la jeunesse. C'était beau ! Beau de voir un peuple relever la tête. Un peuple qui, trop longtemps, avait dû la baisser face à l'opresseur. Un peuple qui retrouve, dans la rue et dans le cœur, la fierté de son identité !

Une identité riche par sa diversité, forgée dans la lutte et la solidarité, malgré le lourd héritage colonial, qui aurait pu nous séparer mais qui, au contraire, nous a rendus plus unis. Ces manifestations étaient là pour alerter, pour dire haut et fort : cette loi est une menace pour la paix, une trahison des accords arrachés par la lutte et au prix de vies sacrifiées. Mais l'État a été sourd à ces alertes. Sourd, notamment grâce à ses pions loyalistes, qui ont porté et soutenu ce projet de loi du dégel du corps électoral, aux côtés de Darmanin et de Macron. Ce projet de loi, porté par ceux qui ont choisi la voie de la subordination et de l'assujettissement, ne vise qu'une seule chose : maintenir la domination de l'impérialisme colonial français en Océanie Pacifique, effacer le peuple kanak et son droit fondamental et inaliénable à la libre détermination. Et, comme hier, la réponse a été la répression. Des enfants de Kanaky sont tombés sous les balles des milices loyalistes armées et encouragées dans l'ombre, avec la complicité active de l'État colonial français. D'autres, aujourd'hui, sont emprisonnés, déportés, criminalisés pour avoir défendu la dignité de leur peuple. Comme ceux qui ont choisi ce chemin avant eux. Comme ceux qui, au prix de leur liberté, de leur sécurité, ont défendu cette cause, refusant de céder à l'injustice et à la domination. Nous n'oublions pas nos prisonnier·es politiques. Nous n'oublions pas celles et ceux que l'État tente de faire taire derrière les murs et les barreaux des prisons et des palais d'injustice. Pendant ce temps, les assassins membres de ces milices, responsables de la mort de nos enfants, sont libres de circuler en Kanaky, en toute impunité, protégés par le système qui les a soutenus et encadrés.

Alors le 10 mai 2025, nous marcherons. Nous marcherons pour le devoir de mémoire, pour la vérité, pour la

liberté et la justice. Nous marcherons pour nos morts, pour nos vivants, pour nos enfants de demain. Et nous marcherons aussi pour la libération immédiate de nos prisonnier·es politiques et de nos déporté·es kanak. Car un peuple qui lutte ne peut laisser ses combattant·es enchaîné·es. Car il ne peut y avoir de paix sans justice. Ni d'indépendance sans libération de celles et ceux qui en portent le flambeau.

C'est dans cet esprit que nous invitons et appelons toutes et tous, collectifs, militants et organisations ayant reconnu et partagé l'idée d'une Kanaky libre et indépendante, à se joindre à nous pour cette marche unitaire du 10 mai 2025

Kanaky se souviendra.

Kanaky résistera et Kanaky vaincra !t

Lieu pour le rassemblement:

12 Avenue de la Porte de Charenton 75012 PARIS 14H

, le 9 mai 2025